

Actualités économiques Nigéria - Ghana

Semaine 37, du 9 au 15 septembre 2019

- Nigéria : Le Budget 2018 a été exécuté à hauteur de 82% ; le commerce extérieur augmente de 15% au 1^{er} semestre 2019 ; les conséquences économiques de la fermeture de la frontière entre le Bénin et le Nigéria commencent à se faire sentir ; les attaques contre des nationaux et intérêts nigériens en Afrique du Sud ont généré des violences contre les intérêts sud-africains au Nigéria ;

- Ghana : Quatre cabinets d'audits ghanéens sanctionnés pour non-conformité aux règles d'audit ; les transferts d'argent par téléphone mobile auraient rapporté plus de 2 Mds GHS en 2018.

Nigéria

Le Budget 2018 a été exécuté à hauteur de 82%.

Dans son [rapport portant sur l'exécution du Budget 2018](#), le Bureau du budget fédéral indique que sur les 9 120,34 Mds NGN (30 Mds USD) de dépenses prévues, un total de 7 511,19 Mds NGN, soit 82%, ont effectivement été déboursés. Les dépenses courantes (5 720,31 Mds NGN prévus) ont été exécutées à 94%, contre seulement 58% pour les dépenses d'investissement (2 869,6 Mds NGN prévus). Les revenus collectés par l'Etat ont atteint 3 480,9 Mds NGN, ce qui représente une forte augmentation par rapport à 2017 (+46%) mais reste inférieur de moitié à l'objectif fixé. Au final, le déficit budgétaire s'est établi à 3 644,7 Mds NGN (2,85% du PIB), contre 1 954,47 Mds NGN comme initialement prévu. Par ailleurs, la Ministre des Finances a présenté un premier [document de travail](#) en préparation du Budget 2020, dans lequel les hypothèses ont été revues à la baisse par rapport au Budget 2019, avec une production pétrolière moyenne de 2,18 millions de barils par jour, un prix du baril de pétrole à 55 USD et une croissance du PIB de 2,93% (puis 3,35% en 2021 et 3,85% en 2022). Le document de travail prévoit également un budget similaire au précédent avec des dépenses en légère baisse à 8 907,94 Mds NGN (29,2 Mds USD) et des recettes en hausse à 7 081,42 Mds NGN (23,2 Mds USD), soit une variation de -0,1% et +1% respectivement.

Le commerce extérieur augmente de 15% au 1^{er} semestre 2019.

[Les échanges commerciaux du Nigéria avec le reste du monde ont atteint 16 843 Mds NGN \(46,8 Mds USD\) au 1^{er} semestre 2019](#), contre 14 592 Mds NGN (40,5 Mds USD) au 1^{er} semestre 2018, soit une hausse annuelle de 15% d'après le Bureau nigérien des statistiques (NBS). Cette tendance s'explique par une augmentation de 44% des importations (7 711 Mds NGN, soit 21,4 Mds USD) sur la période. En particulier, les achats de produits manufacturés et de biens d'équipement ont plus que doublé. La Chine représente à elle seule ¼ des importations nigérianes. Au contraire, les exportations (9 132 Mds NGN, soit 25,4 Mds USD) se sont stabilisées à un niveau légèrement inférieur à celui du 1^{er} semestre 2018. Cela reflète la stagnation des ventes de pétrole brut sur la période, qui représentent à elles seules 80% des exportations totales. Les exportations hors-pétrole brut (1 875 Mds NGN, soit 5,2 Mds USD) ont de leur côté augmenté de 5% grâce aux ventes de produits manufacturés (568,4 Mds NGN, +12,7%) et de matières premières (67,5 Mds NGN, +5%). L'Europe reste le 1^{er} client du Nigéria avec 43% des exportations, dont l'Espagne et les Pays-Bas en reçoivent ¼ chacun. L'Inde concentre néanmoins à elle seule 17% des ventes nigérianes, en pétrole brut pour la quasi-totalité. Enfin, selon les chiffres du NBS pour le 1^{er} semestre 2019, la France a exporté 134 Mds NGN (372 M USD, 2% du total) vers le Nigéria et importé 582 Mds NGN (1,6 Md USD, 6% du total), soit respectivement un recul de 24% et une progression de 13% par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Les conséquences économiques de la fermeture de la frontière entre le Bénin et le Nigéria commencent à se faire sentir.

[Le 22 août dernier, le Président Buhari a décidé la fermeture de la frontière de Sèmè entre le Bénin et le Nigéria pour une durée de 28 jours afin de lutter contre les exportations illégales de riz](#), nuisant par ailleurs à la stratégie d'autosuffisance du pays. Le Bénin alimente traditionnellement par ses réexportations les pays enclavés et surtout le Nigéria. L'une des meilleures illustrations de ces flux est le riz de Thaïlande dont le Bénin, avec seulement 12 millions d'habitants, est le premier importateur mondial devant la Chine. Si la fermeture de la frontière a, d'après les douanes nigérianes, permis d'enrayer les importations illégales entraînant un début d'étranglement de l'économie béninoise, elle s'est également traduite par des pertes pour les exportateurs nigériens dont les envois sont bloqués depuis près de trois semaines avec de lourdes conséquences pour les denrées périssables. Autre conséquence pour les consommateurs cette fois : le prix du riz, aliment de base de la majeure partie de la population, a sensiblement augmenté ces deux

dernières semaines. Initialement prévue pour le 16 septembre prochain, la réouverture de la frontière pourrait finalement être repoussée.

Les attaques contre des nationaux et intérêts nigériens en Afrique du Sud ont généré des violences contre les intérêts sud-africains au Nigéria.

En réponse aux récentes agressions contre des ressortissants et entreprises nigériennes en Afrique du Sud, des voix se sont fait entendre réclamant des mesures de rétorsion et le boycott des entreprises sud-africaines implantées au Nigéria, notamment les plus visibles d'entre elles, l'opérateur de télécommunications MTN (38% du marché de la téléphonie mobile), les réseaux de distribution Shoprite et PEP ainsi que le diffuseur de programmes par satellite DSTV. [Des bureaux de MTN et certains magasins de Shoprite ont fait l'objet d'attaques, contraignant les deux entreprises à des fermetures temporaires de leurs réseaux de distribution](#) alors que la valeur du titre MTN chutait à la bourse de Lagos avant de revenir à la normale. Le directeur général de la chambre de commerce de Lagos, Muda Yusuf, a appelé au calme et à la raison, mettant en avant la contribution des 120 entreprises sud-africaines implantées au Nigéria à la croissance et l'emploi notamment dans les secteurs de la banque, des assurances ou encore de l'agro-alimentaire. Du côté officiel, les autorités nigériennes ont annulé leur participation au forum économique mondial du Cap, suivies par les Chefs d'Etat du Rwanda, de RDC et du Malawi représentés à un niveau ministériel.

Ghana

Quatre cabinets d'audits ghanéens sanctionnés pour non-conformité aux règles d'audit.

[L'Institute of Chartered Accountants of Ghana](#) (ICAG) a sanctionné quatre cabinets d'audit en raison de leur non-conformité aux règles en la matière. En omettant de signaler des irrégularités, les cabinets Ernst & Young, Deloitte, PFK et Morrison & Associates se sont exposés à des sanctions. Suite à un accord avec l'ICAG ils paieront une amende globale de 2,2 M GHS (360 000 EUR) plutôt que de se voir retirer leur licence. Le cabinet [Deloitte](#), dont l'amende s'élève à 1,15 M GHS (180 000 EUR) a publiquement déclaré être en désaccord avec cette sanction. Ces cabinets étaient impliqués dans l'audit des 7 banques qui ont fait faillite entre 2017 et 2018, dont 5 d'entre elles ont été réunies pour former la *Consolidated Bank of Ghana* (CBG) en 2018.

Les transferts d'argent par téléphone mobile auraient rapporté plus de 2 Mds GHS en 2018.

La [Banque centrale du Ghana](#) indique que les trois principales entreprises ghanéennes présentes dans le secteur des télécoms cumulent à elles seules un chiffre d'affaires dans les services bancaires par mobile de plus de 2 Mds GHS (330 M EUR) pour l'année 2018. Ces dernières chargent une commission supérieure à 1% sur chaque transfert d'argent, qui se sont élevés à 223 Mds GHS (37 Mds EUR) en 2018, leurs revenus seraient donc supérieurs à 2 Mds GHS. Les transferts d'argent par mobile ont augmenté depuis 2015 où ils s'élevaient à 35,4 Mds GHS (6 Mds EUR). Cette augmentation a été en partie facilitée par la mise en place d'un système d'interopérabilité des paiements par la Banque centrale en avril 2018.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
